

Communiqué

Lutte contre les nitrates :

les ministères de l'agriculture et de l'écologie marchent sur la tête !

Un « *véritable tsunami environnemental* » : le Président d'Eau & Rivières de Bretagne Jo HERVE qualifie ainsi deux projets de décret et d'arrêtés interministériels soumis depuis le 6 juin à une consultation publique sur le site internet du ministère de l'écologie. Ces projets redéfinissent les programmes d'action mis en œuvre dans les départements classés en « zone vulnérable » à la pollution des eaux par les nitrates. La Bretagne est entièrement classée en zone vulnérable.

Depuis 2001, en application de la directive européenne nitrates du 12 décembre 1991, la France a fixé un plafond d'azote organique (effluents animaux) à ne pas dépasser, de 170 kg par ha de surface épandable (c'est-à-dire déduction faite des surfaces interdites à proximité des tiers, des cours d'eau, des zones urbaines, des captages, du littoral...). Cette limitation constitue le point central de toute la politique de lutte contre les nitrates.

Le projet de décret prévoit de relever ce plafond en fixant à 170 kg la quantité d'azote à ne pas dépasser, mais non plus à l'hectare de surface épandable, mais à l'ha de surface agricole. Il va donc relever d'environ 25 % en moyenne, la quantité d'azote autorisée sur les plans d'épandage, et de passer de 170 à plus de 200 kg d'azote organique par ha de surface réellement épandable dans une exploitation actuelle !

Le projet d'arrêté modifie les normes des rejets d'azote pour les vaches laitières. La modulation introduite en fonction du temps de pâturage – et donc de l'importance des surfaces en herbe dans le système fourrager défavorise les systèmes herbagers pourtant les moins susceptibles d'entraîner des fuites d'azote (et de pesticides) dans l'eau. En revanche, Les valeurs inexactes proposées vont encore favoriser les élevages intensifs très dépendant du maïs.

Pour le porte parole d'Eau & Rivières de Bretagne Jean François PIQUOT, « *ces deux projets prennent donc l'exact contre-pied des actions mises en œuvre sur les bassins versants, et notamment à l'amont des baies marées vertes. Ils vont aggraver la concentration des épandages là où il faudrait au contraire progressivement la réduire, et décourager le développement des exploitations herbagères pourtant voulu par le plan de lutte contre les algues **vertes et les objectifs de l'agriculture durable*** ».

La prochaine suppression des « zones d'excédents structurels » dans lesquelles le développement des élevages est actuellement limité aux seules installations familiales, devrait prochainement amplifier ce waterloo de l'environnement.

Ces projets suscitent une très forte émotion dans toutes les collectivités qui travaillent sur le terrain pour lutter contre les nitrates et la prolifération des algues vertes. De nombreux syndicats d'eau et communautés de communes ont déjà fait part aux ministres et au préfet de région de leur opposition à ce projet.

Eau & Rivières de Bretagne est bien décidée à ne pas laisser la politique de l'eau être ainsi affaiblie.

L'association a saisi les parlementaires, les quatre présidents de conseils généraux, ainsi que JY LE DRIAN. Eau & Rivières de Bretagne demande au président de la région, qui copilote avec l'Etat le programme de lutte contre les marées vertes, d'exiger de celui-ci le retrait de ces projets, désastreux pour la Bretagne.

Le 10 juin 2011

Contacts

• **Siège social :**

Venelle de la Caserne, 22200 Guingamp
tél/fax 02 96 21 38 77
www.eau-et-rivieres.asso.fr

- Jo HERVE, Président : **09 75 51 47 46**

- Jean François PIQUOT, porte parole : **02 99 06 74 53**

-Richard Giovanni, administrateur, ex chercheur INRA : **02 99 60 75 26**



• **Siège social :**

Venelle de la Caserne, 22200 Guingamp
tél/fax 02 96 21 38 77
www.eau-et-rivieres.asso.fr